



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°10 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Le gouvernement taliban souhaite intégrer un représentant au sein des ONG afin de superviser les procédures de passation de marché ;
- ❖ **Bangladesh** : Fusion entre deux banques commerciales, une première pour le pays ;
- ❖ **Inde** : Publication par la RBI de son bulletin économique du mois de mars ;
- ❖ **Maldives** : Augmentation des recettes fiscales des Maldives au mois de février ;
- ❖ **Népal** : Le Népal gagne trois places au classement de l'indice de développement humain ;
- ❖ **Pakistan** : FMI - Accord des services sur la 2^{ème} revue de l'accord de confirmation ;
- ❖ **Sri Lanka** : Poursuite du rebond de la croissance du PIB au quatrième trimestre 2023 (+4,5%) ;

LE CHIFFRE A RETENIR

4,5%

La progression du PIB au dernier trimestre 2023 à Sri Lanka, confirmant la reprise du T3 (+1,6%)

Afghanistan

Le gouvernement taliban souhaite intégrer un représentant au sein des ONG afin de superviser les procédures de passation de marché

Le ministère de l'Économie par intérim a récemment émis une requête à l'attention des organisations non gouvernementales nationales et étrangères : celle d'accueillir un représentant ministériel en tant qu'observateur dans leur processus de passation de marché. Cette initiative fait suite à des épisodes récurrents de prises de décision arbitraires ou en contradiction avec les directives ministérielles en la matière. Abdul Latif Nazari, adjoint au ministère de l'Économie par intérim, a souligné que cette démarche visait à accroître la transparence dans les phases de passation de marché des ONG, sans pour autant interférer dans leurs activités.

Cependant, certains économistes expriment des préoccupations quant à l'impact potentiel de l'intégration d'un représentant ministériel chargé de superviser les étapes d'attribution de marchés des ONG, tant nationales qu'étrangères. Ils craignent que cela ne conduise à une diminution, voire à une paralysie des activités de ces institutions dans le pays, notamment compte tenu des défis liés aux relations politiques avec le gouvernement taliban, non reconnu par la communauté internationale.

Selon le ministère de l'Environnement par intérim, 2393 organisations non gouvernementales sont actuellement enregistrées, dont 272 sont de nature étrangère.

Bangladesh

Fusion entre deux banques commerciales, une première pour le pays

Alors que le Bangladesh compte 61 banques, dont 43 banques commerciales locales, la Banque centrale avait récemment annoncé qu'elle souhaitait amorcer un mouvement de fusions-acquisitions dans le paysage bancaire. Le porte-parole de la Bangladesh Bank a annoncé début mars que la BB ferait un premier bilan en décembre et prendrait des décisions en conséquence. Depuis l'adoption du *Bank Companies Act 2023*, la banque centrale peut en effet contraindre à des fusions-acquisitions. La BB devrait prochainement proposer des mesures incitatives, telles que l'assouplissement de certains ratios prudentiels.

Dans ce contexte, le Bangladesh vient de connaître la première fusion bancaire de son histoire. EXIM Bank et Padma Bank viennent en effet de trouver un accord en vue d'une fusion, illustrant ainsi le souhait des autorités de fusionner des banques, dites fragiles avec d'autres, en meilleure situation financière. La nouvelle banque conservera la raison sociale de l'entité absorbante, EXIM Bank.

Padma Bank est issue de la recapitalisation de Farmers Bank, qui avait fait faillite en 2018. Elle avait alors été sauvée, grâce au rachat de 60% de ses actions par cinq établissements publics sur décision du ministère des Finances, avant de se voir

attribuer une nouvelle raison sociale, Padma Bank en janvier 2019. La santé de la banque ne s'est jamais améliorée, la banque ayant près de 46% de prêts non-performants (PNP) fin décembre 2023. L'EXIM Bank, environ huit fois plus importante en termes d'engagements et de dépôts, avait quant à elle seulement 3% de PNP.

Suppression progressive des subventions directes pour les industries exportatrices

Une nouvelle feuille de route mise en œuvre par la Banque centrale du Bangladesh prévoit de supprimer progressivement les subventions directes (aides en numéraire) aux exportateurs, en amont de la sortie du pays de la liste des PMA. Le budget de l'année fiscale en cours pour les incitations aux exportations prévoit une allocation de 112 250 M BDT (environ 1 Md EUR). Aujourd'hui, 43 secteurs d'exportation bénéficient d'incitations financières financées par le budget, la plupart sous forme d'aides en numéraire, dont 70% sont absorbées par le secteur textile/prêt-à-porter.

Ce retrait progressif découle des règles de l'OMC relatives aux subventions qui n'autorisent pas de contribution financière directe aux exportations, sauf exemption pour les PMA. En contrepartie, le gouvernement prévoit une série de mesures de compensation comme par exemple des concessions de 5 à 10% sur les factures d'électricité, des exonérations financières sur les licences d'exportation ainsi que des prêts avantageux pour les entreprises exportatrices investissant dans les énergies vertes.

La crise de liquidité dans la finance islamique continue

Les dix banques islamiques que compte le pays ont connu une légère accalmie, en trompe-l'œil, sur le front des liquidités sur le deuxième trimestre de 2023-24. Le surplus de liquidité auprès de la Banque centrale atteint fin 2023 environ 65 Mds Taka (500 M EUR), contre à peine 7 Mds Tk fin septembre. Plusieurs banques islamiques (Islami Bank, Social Islami Bank, etc.) ont même connu une période où elles étaient nettement en dessous des ratios prudentiels à respecter, pourtant assouplis par rapport aux banques commerciales conventionnelles.

Cinq banques islamiques ont profité, en cette fin d'année calendaire, d'un soutien exceptionnel de la Banque centrale afin de renflouer leurs liquidités. Avec deux banques conventionnelles (Padma et National Bank), elles ont obtenu un soutien de 220 Mds Tk le 28 décembre dernier.

Ainsi, une fois ce soutien de courte maturité achevé, le surplus de liquidité est retombé à 6 Mds Tk fin janvier.

La Bourse de Dacca à son plus bas niveau depuis près de trois ans

Le 20 mars, la Bourse de Dacca (DSE) a enregistré huit jours consécutifs de baisse en raison de l'incertitude économique persistante dans le pays et des résultats d'entreprises cotées décevants. L'indice de référence, le DSEX, a chuté à son plus bas niveau en 35 mois.

Cette situation résulte également de la fin du prix plancher depuis janvier 2024 pour la plupart des entreprises cotées. Pour rappel, la Commission des valeurs mobilières et des changes du Bangladesh (BSEC) avait fixé un prix plancher pour chaque action afin

de stopper la chute libre des indices boursiers en juillet 2022 dans un contexte économique mondial instable.

De plus, malgré la récente amélioration des exportations et des transferts d'expatriés, la perception des investisseurs reste négative en raison du niveau insuffisant des réserves de change et de l'inflation élevée, ce qui pourrait continuer à alimenter la tendance baissière actuelle.

Bhoutan

Le nouveau Rapport de la Banque mondiale dresse un état des lieux de la trajectoire de développement du Bhoutan

Dans [son rapport intitulé](#) « Avancer dans la croissance verte : perspective environnementale du Bhoutan », la Banque mondiale offre une analyse approfondie de la trajectoire de développement du pays, en tenant compte des impératifs de conservation et de préservation de l'environnement.

Premièrement, il est noté que le Bhoutan a bénéficié d'une période prolongée de stabilité politique et économique, favorisant une croissance économique soutenue, avec un taux annuel moyen de 7,2 % entre 2000 et 2019. L'économie a connu une croissance de 4,6 % au cours de l'exercice 2022/2023, grâce à la réouverture des frontières au tourisme en septembre 2022. Cette croissance a permis une multiplication par trois du revenu par habitant du Bhoutan, ajusté en parité de pouvoir d'achat (PPA), au cours de la même période. Le PIB nominal par habitant du Bhoutan devrait atteindre 3 662 USD en 2024, selon le Fonds monétaire international. En conséquence, l'extrême pauvreté, définie par un seuil de 2,15 USD par jour, a été éradiquée en 2022, et le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 USD par jour, typique des pays à revenu intermédiaire élevé, a chuté de 39,5 % à 8,5 % entre 2017 et 2022. L'indice de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus, a diminué, passant de 37 en 2017 à 28 en 2022.

Malgré ces progrès, la vulnérabilité à la pauvreté et à l'inégalité spatiale reste un défi de taille à relever pour le Bhoutan.

D'importants investissements dans l'hydroélectricité ont permis une croissance économique forte au cours des dernières décennies en garantissant un flux régulier de revenus provenant des exportations d'électricité qui compensent 4,4 millions de tonnes d'émissions annuelles de CO₂. D'ici 2025, grâce à l'augmentation des exportations d'hydroélectricité, le pays compensera jusqu'à 22,4 millions de tonnes de CO₂ par an dans la région. Les besoins en électricité du Bhoutan sont presque entièrement couverts par l'hydroélectricité.

Toutefois, le Bhoutan est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique, et sa résilience est plus faible que celle d'autres pays comparables à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Certains des risques climatiques les plus difficiles auxquels le Bhoutan est confronté sont d'ordre hydrologique, ce qui rend les secteurs économiques majeurs comme l'hydroélectricité et l'agriculture, très vulnérables aux effets du climat. Si l'hydroélectricité a permis au Bhoutan de maintenir ses émissions et son programme de développement durable sur la bonne voie, la forte dépendance à l'égard de ce secteur renforce la vulnérabilité de l'économie bhoutanaise.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Publication par la RBI de son bulletin économique du mois de mars

Dans son dernier bulletin économique publié le 19 mars, la RBI consacre un article à la situation de l'économie indienne.

Ce dernier fait état d'un essoufflement de l'économie mondiale lié notamment à la hausse des tensions géopolitiques alors que l'indice des risques géopolitiques atteint son plus niveau depuis 19 mois. En particulier, les hostilités en cours dans la mer Rouge ont provoqué une forte hausse des coûts d'expédition des conteneurs, entraînant des perturbations sur l'une des routes maritimes les plus fréquentées.

Dans ce contexte, la croissance indienne demeure robuste : elle a atteint au troisième trimestre 2023-24 son plus haut niveau depuis six trimestres, sous l'effet conjugué d'une forte progression de la fiscalité indirecte et d'une baisse des subventions. La RBI table désormais sur une croissance de 7,2 % pour le quatrième trimestre 2023-2024 et sur une croissance proche de 8 % pour l'ensemble de l'année 2023-2024.

Selon la RBI, la demande globale au troisième trimestre 2023-24 a été alimentée par l'investissement, principalement public, mais avec quelques signes de reprise du cycle d'investissement privé, l'utilisation des capacités dans plusieurs secteurs ayant atteint un point proche du niveau où de nouveaux investissements sont nécessaires. Toutefois, le segment le plus important de la demande globale - les dépenses de consommation finales privées - est resté faible, bien que le troisième trimestre ait coïncidé avec la saison des festivals.

Du côté de l'offre, le secteur manufacturier a enregistré une croissance à deux chiffres, reflétant la rentabilité élevée et soutenue des entreprises, favorisée par la baisse des coûts des intrants. L'activité de construction est restée robuste. Les services ont maintenu des taux de croissance proches de ceux enregistrés avant la pandémie. La production agricole s'est pour sa part contractée au cours du trimestre octobre-décembre 2023, la mousson déficiente du sud-ouest ayant affecté la récolte du kharif et la pénurie de fourrage ayant quant à elle affecté le secteur de l'élevage.

Même si l'inflation est en baisse avec un ralentissement de l'inflation sous-jacente, l'incidence répétée des pressions de courte durée sur les prix des denrées alimentaires freine le processus de convergence de l'indice des prix à la consommation vers le centre de la cible de 4 %, objectif assigné par la RBI comme préalable à une diminution des taux directeurs.

Le rapport de la RBI fait également état du fort dynamisme des marchés boursiers : si les grandes capitalisations progressent, les moyennes et petites capitalisations augmentent encore plus vite. La part des investisseurs étrangers sur le marché boursier indien est la plus faible depuis dix ans (16,3 %), ce qui reflète notamment l'activité accrue des fonds communs de placement locaux. La roupie s'apprécie, soutenue par une augmentation des investissements directs étrangers (IDE) de 11,4 % en glissement annuel entre octobre et décembre 2023. Enfin, la perspective d'une inclusion des obligations souveraines indiennes dans les indices obligataires mondiaux stimule une forte demande d'obligations *offshore* libellées en roupies, émises principalement par des institutions multilatérales cherchant à s'exposer à l'Inde.

Revue à la hausse des perspectives de croissance pour l'Inde par l'agence de notation Fitch Ratings

Dans ses « Perspectives Économiques mondiales » publiées le 13 mars, l'agence de notation Fitch Ratings a relevé ses prévisions de croissance pour l'Inde à 7,0 % pour l'exercice budgétaire 2024-2025 (contre une prévision précédente de 6,5 %). Selon l'agence, cette nouvelle estimation s'explique par une demande intérieure robuste ainsi que par un niveau de confiance élevé des entreprises et des consommateurs. Fitch s'attend également à ce que la croissance de l'exercice en cours atteigne 7,8 %.

Selon Fitch, l'inflation effective devrait continuer à diminuer régulièrement pour s'établir à 4 % d'ici la fin de l'année civile, en supposant que la récente volatilité des prix alimentaires s'atténue. L'agence estime que la RBI ne réduira ses taux qu'au second semestre 2024 et de 50 points de base (pb) (révisés par rapport à 75 pb en décembre), compte tenu des nouvelles perspectives de croissance.

Plus largement, l'agence a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB mondial pour 2024 à 2,4 % (+ 0,3 point) reflétant ainsi la prévision de croissance à la hausse des États-Unis à 2,1 %, contre 1,2 % dans les précédentes prévisions du mois de décembre 2023. Fitch souligne également une amélioration des perspectives de croissance pour les marchés émergents, à l'exception de la Chine, pour laquelle l'agence a réduit ses prévisions pour 2024 à 4,5 %, contre 4,6 % estimés précédemment, en raison de la détérioration des perspectives du secteur immobilier et de pressions déflationnistes accrues.

Pour rappel, en janvier 2024, Fitch avait maintenu sa notation souveraine sur l'Inde à BBB- avec perspective stable. Selon la grille de notation de l'agence, cela indique que le risque de défaut est faible et que si « la capacité de paiement des engagements financiers est considérée comme adéquate, des conditions commerciales ou économiques défavorables sont susceptibles d'altérer cette capacité ».

Politique commerciale

Les exportations atteignent leur plus haut niveau depuis onze mois

Les exportations indiennes de marchandises se sont élevées à 41,4 Mds USD en février, soit leur plus haut niveau depuis onze mois. Cela représente par ailleurs une hausse de 11,9 % (en glissement annuel). Sur les 30 principaux produits exportés, 22 produits (représentant 83,2 % des biens exportés) ont enregistré une expansion en glissement annuel. Les biens d'ingénierie, les produits électroniques, les produits chimiques, les médicaments ainsi que les produits pétroliers ont soutenu la croissance des exportations, tandis que les pierres précieuses et les bijoux, les autres céréales, le mica, le charbon et les autres minerais, les tourteaux et les produits marins ont tiré vers le bas les exportations en février.

Les importations de marchandises ont pour leur part augmenté pour le deuxième mois consécutif et ont atteint 60,1 Mds USD en février. Le dynamisme des importations a plus que compensé un effet de base négatif, et ces dernières ont enregistré une croissance de 12,2 % en glissement annuel. Parmi les 30 principaux produits de base, 17 produits (représentant 77,4 % du panier d'importation) ont enregistré une croissance. Les importations d'or, d'argent, de produits électroniques, les machines et les minerais métalliques et autres minéraux ont augmenté, tandis que l'huile végétale, les perles, les pierres précieuses, les produits chimiques et les engrais ont été les principaux freins à la croissance des importations en février.

Le déficit du commerce de marchandises s'est ainsi creusé pour atteindre 18,7 Mds USD en février, contre 16,5 Mds USD en janvier, la croissance annuelle et séquentielle des importations ayant été supérieure à celle des exportations. La part du déficit pétrolier dans le déficit commercial total a atteint 46,2 % en février, soit son niveau le plus élevé depuis dix mois.

Maldives

Augmentation des recettes fiscales des Maldives au mois de février

L'administration fiscale des Maldives (*Maldives Inland Revenue Administration – MIRA*) annonce avoir collecté l'équivalent de 151 M USD de recettes au mois de février 2024. Ces chiffres dépassent de 22,3% les prévisions pour le mois de février 2024, et sont supérieurs de 33,7% à ceux de février 2023. La MIRA impute cette évolution au relèvement du niveau de la Goods and Services Tax (GST) et à l'augmentation du nombre d'entrées de touristes sur le territoire. La GST constitue en effet le premier poste de collecte pour le mois de février, à hauteur de 70% des recettes, loin devant l'impôt sur le revenu (10% des recettes). Cette hausse témoigne donc de la volonté de consolidation fiscale du gouvernement, dans un contexte d'insoutenabilité croissante de la dette publique mise en avant par le FMI à l'occasion de sa récente mission Article IV aux Maldives.

Signature d'un accord avec Vitol

Le *State Trading Organisation (STO)* a signé un accord avec la société internationale Vitol relatif à un projet d'avitaillement (*bunkering*) à Ihavandhippolhu, atoll le plus septentrional. Le Directeur Général de STO, Shimad Ibrahim, a souligné les avantages financiers potentiels pour STO et les Maldives, notamment une augmentation des revenus, des recettes fiscales, des réserves de change et des opportunités d'emploi. Les services d'avitaillement devraient commencer avant juillet prochain. STO n'a pas divulgué de détails sur l'accord.

Népal

Le Népal gagne trois places au classement de l'indice de développement humain

Selon [le dernier rapport mondial](#) sur le développement humain publié mercredi dernier par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Népal a gagné trois places et se positionne désormais à la 146^{ème} place sur 193 pays de l'Indice de Développement Humain (IDH), contre la 149^{ème} place en 2021, avec une valeur de 0,601. Cette avancée représente une progression de 0,010 en IDH par rapport à 2021, un chiffre dépassant la moyenne mondiale de progression, établie à 0,004. Pour rappel, l'indice est évalué en intégrant le Revenu national brut (RNB) par habitant, l'éducation et l'espérance de vie moyenne.

Les données rendent compte également d'une amélioration significative dans plusieurs domaines. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 15,7 ans, le nombre moyen d'années de scolarisation a progressé de 5,4 % et le nombre d'années de scolarisation a augmenté de 2,1 ans entre 1990 et 2022. Par ailleurs, le revenu national brut (RNB) par habitant du Népal a enregistré une augmentation d'environ 165,7 %, selon les conclusions du Rapport.

Ayshanie Medagangoda-Labé, la représentante résidente du PNUD au Népal, a souligné que, malgré les progrès réalisés par le Népal au cours des cinq dernières années, ces avancées ont été freinées par la pandémie de Covid-19. Selon elle, il est essentiel d'accentuer la collaboration entre le secteur privé, la société civile, la communauté internationale et le grand public, collaboration qui ne doit pas se limiter aux niveaux gouvernementaux.

Les engagements d'IDE au Népal enregistrent une hausse de 93% lors des huit premiers mois de l'année budgétaire

Les engagements d'investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré une augmentation de 93,3 % (en g.a.) au cours des huit premiers mois de l'année budgétaire en cours, principalement impulsée par des engagements d'IDE au sein des petites entreprises à la suite de la décision gouvernementale de réduire le seuil minimal d'investissement.

En abaissant ce plafond, l'objectif était d'encourager les investissements étrangers vers les petites entreprises, telles que des restaurants et des cafés, tout en favorisant une diversification des investissements. Ainsi, le 29 mai 2022, dans le cadre du budget annuel pour l'exercice 2022-23, le gouvernement a abaissé le seuil minimum des IDE à 150 M USD, comparé aux 380 M USD précédents, et ce, dans le but d'attirer davantage d'investissements étrangers.

Selon les données du ministère de l'Industrie, les engagements d'IDE se sont élevés à 220 M USD pour 253 projets au cours de la période sous revue, dont 165 M USD à destination des petites entreprises, soit 75% du total. Si ces investissements se matérialisent, ils devraient permettre des créations d'emplois pour 13 169 personnes. Les statistiques du ministère montrent que des engagements d'IDE d'un montant total de 27 M USD ont été annoncés pour douze entreprises de taille moyenne au cours de la période examinée et des engagements d'IDE d'un montant de 27,8 M USD ont été pris pour trois grandes entreprises.

En ce qui concerne la répartition sectorielle, le Népal a enregistré le plus fort engagement d'investissement dans le secteur des services, avec 143 M USD pour 90 projets, suivi par 46 M USD dans le secteur du tourisme, pour un total de 115 projets. Le secteur manufacturier a également attiré des investissements, avec 31 M USD engagés pour 30 projets.

Pakistan

FMI - Accord des services sur la 2^{ème} revue de l'accord de confirmation

La mission des services du Fonds à Islamabad du 14 au 19, conduite par le chef de mission Nathan Porter, s'est conclue par un accord des services (*staff level agreement* -SLA) sur la 2^{ème} et dernière revue de l'accord de confirmation (*standby arrangement*), conclu en juillet 2023 pour neuf mois et d'un montant total de 3 Mds USD.

L'accord des services sur la 2^{ème} revue sera soumis au Conseil d'administration du Fonds fin avril et devrait donner lieu à un décaissement de 1,1 Md USD, correspondant à la dernière tranche du programme.

Dans le communiqué publié, les services soulignent que « la situation économique et financière du Pakistan s'est améliorée au cours des derniers mois », reconnaissent « la bonne exécution du programme par la Banque centrale et le gouvernement de transition, ainsi que les intentions du nouveau gouvernement en matière de réformes », tout en indiquant que « la croissance devrait être modeste et l'inflation rester au-dessus de la cible ». Enfin, le communiqué évoque l'intérêt des autorités pakistanaises pour un nouveau programme de moyen terme qui fera l'objet de négociations au cours des prochains mois et dont les principaux objectifs devraient être (i) une consolidation des finances publiques, grâce notamment à l'élargissement des assiettes fiscales, (ii) une réforme du secteur de l'énergie, (iii) une baisse de l'inflation, et (iv) la promotion du secteur privé.

Balance des paiements – Excédent courant de 128 M USD en février

Après avoir enregistré un déficit de 303 M USD en janvier, le compte courant affiche un excédent de 128 M USD. Sur les huit mois de l'exercice budgétaire 2023-24 (1^{er} juillet 2023- 30 juin 2024), le déficit courant enregistre une baisse de 74% en g.a, pour s'établir à 999 M USD, soit 0,4% du PIB, mieux que la cible de 2,5 Mds USD, soit 0,7% du PIB, retenue dans le cadre du programme qui lie le pays au FMI.

Échanges commerciaux : Les exportations de biens et services progressent de 14% en g.a, de même que les importations de biens et services, +12% en g.a.

Transferts de migrants : En février, les transferts de migrants sont en hausse de 13% en g.a., pour s'établir à 2,2 Mds USD, soit 0,7% du PIB. Au cours des huit mois de l'exercice budgétaire 2024, les transferts se sont élevés à 18 Mds USD (5,3% du PIB), en légère baisse de 1% en g.a.

IDE : Les investissements directs étrangers progressent de 1% en g.a. le flux entrant net s'élève à 131 M USD en février, tandis que sur les huit mois de l'exercice 2024, le flux d'IDE recule de 17% pour s'établir à 821 M USD, soit 0,3% du PIB.

Le niveau des réserves de change de la Banque centrale se maintient à un niveau stable, 7,9 Mds USD, en date du 21 mars.

Croissance de la production industrielle en janvier

L'indice de production industrielle pour le mois de janvier, publié par le Pakistan Bureau of Statistics, affiche une croissance de 1,8% en g.a. L'industrie a été affectée par les mesures d'ajustement budgétaire, la hausse des tarifs de l'énergie et une baisse

de la demande, facteurs qui devraient continuer de peser sur la production industrielle. Les secteurs enregistrant la plus forte croissance sont les produits chimiques, les engrais, l'habillement, le secteur des boissons, l'industrie automobile. Malgré une croissance positive de la production industrielle au cours des deux derniers mois, l'indice sur les sept mois de l'exercice budgétaire 2024 affiche un déclin de 0,5%.

Politique monétaire – maintien du taux directeur à 22%

À l'issue du Comité de politique monétaire qui s'est tenu le 18 mars, la Banque centrale a annoncé le maintien de ses taux directeurs à 22,00%, pour la sixième fois consécutive. Dans son communiqué, la Banque centrale observe que, malgré une forte décélération en février, le niveau de l'inflation reste élevé, ce qui justifie une approche prudente et nécessite le maintien de la politique monétaire actuelle pour ramener l'inflation dans la fourchette cible de 5 à 7 % d'ici septembre 2025.

Sri Lanka

Poursuite du rebond de la croissance du PIB au T4 2023 (+4,5%)

D'après les derniers chiffres du *Department of Census and Statistics* (DCS), l'économie sri lankaise a été marquée par une contraction de 2,3% du PIB sur l'année 2023. Seul le secteur agricole est en croissance sur l'exercice annuel (+2,6%), tandis que l'industrie et les services ont enregistré une contraction de 9,2% et 0,2% respectivement. L'activité agricole est soutenue par la riziculture (+20%), l'arboriculture fruitière (+7,2%), ainsi que par la pêche et l'aquaculture (+4,9%). L'industrie quant à elle souffre surtout du recul des activités de construction (-20,8%), d'exploitation minière (-22,3%), et de manufacture (-3,2%). Pour les services, la baisse de l'activité est surtout flagrante pour les domaines informatique (-21,4%), financier (-10,0%), et immobilier (-6,0%).

Cependant, après une contraction de 7,8% du PIB sur 2022, puis de 10,7% et 3% aux deux premiers trimestres 2023, le dernier trimestre 2023 confirme la reprise du T3 (+1,6%) avec un rebond à hauteur de 4,5%. La croissance de l'économie au T4 a été généralisée à tous les secteurs : +0,6% pour le secteur primaire, +7,0% pour le secondaire et +2,8% pour le tertiaire. Bien qu'il faille prendre en compte l'important effet de base induit par la contraction du PIB en 2022, ces chiffres confirment la trajectoire de sortie de crise de Sri Lanka.

Prêt de la Banque Asiatique de Développement en faveur des PME

La BASD a approuvé le décaissement d'un prêt de 100 M USD en faveur des petites et moyennes entreprises sri lankaises. L'objectif du prêt est de contribuer à la résilience des PME face aux chocs extérieurs – principalement l'évolution des contextes économique et climatique. La mise en œuvre du projet passera par la structure existante de la *National Guarantee Credit Institution* (NCGI), en charge des garanties accordées sur les prêts aux entreprises. La BASD compte ainsi stimuler le tissu économique des PME, essentielles à la relance de l'économie sri lankaise dans la mesure où elles contribuent à hauteur de 52% du PIB et de 45% des emplois.

Multiplication des projets sur les énergies renouvelables

Le Sri Lanka multiplie les projets de développement des énergies dans l'optique de réduire sa dépendance aux énergies importées. Plusieurs accords sur l'énergie, Power Purchase Agreement (PPA) renouvelable sont en cours. Un PPA sera signé pour le projet Apollo entre Ceylon Energy Ltd. et le Ceylan Electricity Board, marquant le début d'une centrale solaire de 10 MW avec un investissement de près de 8 MUSD. Par ailleurs, le Ministre de l'Énergie, Kanchana Wijesekera, a annoncé la signature d'un PPA pour un projet solaire de 150 MW à Hambantota avec un investissement de 150 MUSD.

Le développement de ce parc d'énergie solaire se ferait par un consortium de 17 promoteurs locaux, avec 13 centrales électriques de 10 MW et quatre centrales électriques de 5 MW. Il convient également de mentionner le lancement d'un appel d'offres international pour un parc éolien de 50 MW à Mannar, assorti d'une date limite de soumission des propositions fixée au 9 mai 2024. Sri Lanka négocie actuellement un PPA sur l'électricité avec une coentreprise solaire de la National Thermal Power Corporation de l'Inde à Sampur. L'accord devrait être signé cette année, avec la majorité du capital de la coentreprise appartenant à la CEB (51%). La construction d'une centrale solaire de 135 MW est prévue à Sampur. Parallèlement, le développement d'infrastructures et leur financement sont en discussion avec l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). L'Inde investit massivement dans les projets d'énergies renouvelables à Sri Lanka. En ce sens, le groupe Adani Green Energy s'est vu approuver l'octroi d'un permis pour des projets d'énergies renouvelables par l'autorité en charge de l'énergie à Sri Lanka, le Sri Lanka Sustainable Energy Authority (SLSEA). Ce permis aura pour objet l'installation d'un parc éolien d'une capacité de 234 MW d'une valeur de 355 M USD, à Pooneryn dans le Nord de Sri Lanka. Le projet reste encore très contesté, notamment en raison de son impact environnemental et du prix de vente de l'électricité. Par ailleurs, la première réunion du Groupe de travail mixte sur les énergies renouvelables entre l'Inde et le Sri Lanka a eu lieu à Colombo, présidée par des représentants des deux pays. La délégation indienne a présenté les réalisations et les programmes dans le domaine des énergies renouvelables, tandis que Sri Lanka a souligné son objectif de production d'énergie renouvelable à 70 % d'ici 2030.

Des discussions ont eu lieu sur l'assistance technique et la formation, avec une promesse de soutien de l'Inde. Un événement d'affaires a également été organisé pour renforcer la coopération bilatérale dans le secteur des énergies renouvelables.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr